



Le Tchad intensifie sa lutte contre Boko Haram

africacenter.org/fr/spotlight/le-tchad-intensifie-sa-lutte-contre-boko-haram/

Par [Daniel Eizenga](#)

28 avril 2020

Face à la recrudescence des attaques de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) sur le territoire tchadien, une offensive militaire a été lancée pour nettoyer la zone. Pour garantir un réel succès sur le long terme, il faudra assurer une présence durable sur le terrain ainsi qu'une intensification de l'engagement dans la région.



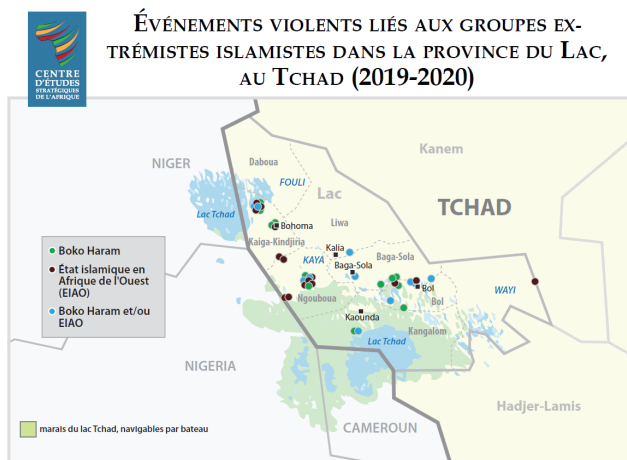
Soldats tchadiens à Bosso, au Niger. (Photo : [VOA/Nicolas Pinault](#))

Le 23 mars, les partisans de Boko Haram se sont livrés à une grave attaque contre les troupes tchadiennes stationnées à Bohoma. Les combats ont duré plus de 7 heures, faisant 98 morts, sans compter les dizaines de blessés, dans les rangs de l'armée tchadienne. La bataille de Bohoma (orthographiée parfois Bohouma, Bouma ou encore Boma) a mis en évidence les inquiétants progrès réalisés par l'organisation en termes de capacités de combat et de renseignement, alors que l'armée tchadienne était largement considérée en position de supériorité dans la région.

Cette attaque fait suite à des années d'insurrection menée dans le bassin du lac Tchad et notamment dans le nord du Nigeria, mais aussi dans le nord du Cameroun, le sud-est du Niger et l'ouest du Tchad par Boko Haram et l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), sa ramification ayant fait allégeance à l'État islamique. Au Tchad, les activités des groupes extrémistes islamistes se sont concentrées dans la province du Lac, qui englobe tout le territoire tchadien bordant le lac. Le nombre d'affrontements entre les insurgés et les soldats tchadiens a triplé, passant de 7 en 2018 à 21 en 2019. De plus, depuis le début de l'année 2019, les populations civiles du Tchad ont été visées à 15 reprises, entraînant des dizaines de décès et d'enlèvements dans ce qui apparaît comme un changement manifeste de tactique.

Ces violences ont entraîné le déplacement de près de 170 000 personnes de la province du Lac, soit environ un tiers de la population tchadienne de la région. Elles ont également mis en péril les moyens de subsistance en entravant la production agricole et en bloquant le commerce transfrontalier, deux facteurs qui, selon les estimations des Nations unies, rendront près de 5,3 millions de personnes dépendantes de l'aide humanitaire au Tchad en 2020.

Suite à l'attaque du 23 mars, l'armée tchadienne a lancé une offensive dirigée par le président Idriss Déby afin d'expulser les insurgés du territoire tchadien. La capacité de Boko Haram à mener à bien une attaque aussi dévastatrice, après une recrudescence de l'activité des groupes extrémistes islamistes dans la province du Lac au Tchad, laisse cependant entrevoir l'importance prise par Boko Haram et l'EIAO, qui constituent désormais une menace accrue pour la stabilité au Tchad et dans l'ensemble de la région.



Événements violents liés aux groupes extrémistes islamistes dans la province du Lac, au Tchad (2019-2020). En vert : marais du lac Tchad, navigables par bateau. Source de données: projet ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), ayant pour objet la collecte de données, l'analyse et la cartographie des crises

Les activités de Boko Haram au Tchad

L'ampleur et la menace des activités de Boko Haram et de l'EIAO au Tchad ont fluctué au fil des ans. Le massacre d'environ 2000 civils survenu en janvier 2015 dans la ville de Baga Kawa (parfois dénommée seulement Baga), un important centre commercial et port nigérian sur le lac Tchad, avait alors mobilisé plus de 1000 soldats tchadiens au Nigeria pour chasser Boko Haram hors de ses bastions nigériens dans l'État de Borno. Malgré le succès de l'opération, la riposte ne s'était pas fait attendre. Boko Haram n'avait pas tardé à planifier et commettre de multiples attentats-suicides à N'Djamena en 2015, et ses militants dispersés s'étaient attelés à assurer des arrières sur les nombreuses îles du lac, dont celles de la province du Lac.

Après cette phase initiale de 2015 à 2016, marquée par une flambée de violence pour les populations tchadiennes résidant dans les régions frontalières du Cameroun et du Nigeria, les conditions de sécurité du côté tchadien du lac avaient pourtant commencé à s'améliorer fin 2016 grâce à la présence soutenue de l'armée et à une stratégie d'endiguement propre à décourager les velléités d'intrusion sur les communautés tchadiennes. À cette époque, la plupart des activités de Boko Haram se concentraient dans une autre partie de la région du lac Tchad.

« Tandis qu'Al Barnawi a renoncé aux attaques contre les civils musulmans, Shekau n'hésite pas à prendre pour cible les civils musulmans non affiliés à Boko Haram. »

Fin 2016, Boko Haram se scinde en deux factions : l'une dirigée par Abubakar Shekau et l'autre (qui devient l'EIAO) par Abu Musab al Barnawi. Les deux factions se séparent en raison de divergences de tactique et d'idéologie, comme la question du recrutement des femmes pour l'exécution d'attentats-suicides, que ne pratique pas l'EIAO, contrairement à Boko Haram. De même, tandis qu'Al Barnawi a renoncé aux attaques contre les civils musulmans, Shekau n'hésite pas à prendre pour cible les civils musulmans non affiliés à Boko Haram, déclarés apostats. Au fil du temps, le pouvoir de chacun s'est accru dans sa propre zone d'influence : la forêt de Sambisa, les monts Mandara au nord-est du Nigeria et certaines parties du nord du Cameroun pour Shekau, et les rives nigérianes du lac Tchad et de la frontière nigérienne pour la faction d'Al Barnawi.

Un contingent d'extrémistes opérant autour du lac Tchad, dirigé par Ibrahim Bakura, également connu sous le nom de Bakura Doron, concentre ses activités autour du bassin nord du lac Tchad. Pendant la période 2016-2017, ce contingent a perpétré des assauts dans les communautés des régions frontalières du lac, en particulier au Niger. En 2018, la faction de combattants dirigée par Bakura a décidé de se placer sous le commandement de Shekau et a commencé à prendre pour cible des avant-postes militaires au Nigeria et au Cameroun. Au Tchad, la sous-préfecture de Kaiga-Kindjiria, une région frontalière du Niger et du Nigeria, a constitué le principal théâtre de leurs opérations.

Malgré ces attaques, l'insécurité émanant des factions Boko Haram et EIAO opérant au Tchad a été relativement contenue pendant une grande partie de l'année 2017 et tout au long de 2018. Cependant, l'année 2019 a vu un accroissement régulier de la menace sécuritaire représentée par Boko Haram et l'EIAO dans la province tchadienne du Lac (voir carte). Les objectifs stratégiques de cette recrudescence des attaques demeurent flous, bien que certaines hypothèses suggèrent des changements de direction au sein de l'EIAO, la croissance constante des effectifs de la faction de combattants dirigée par les Bakouras fidèle à Shekau, ou la concurrence entre les deux groupes.



Le drapeau de Boko Haram vu depuis le poste-frontière de Bosso au Niger. (Photo : [EC/ECHO/Anouk Delafortrie](#))

L'attaque de Bohoma

L'augmentation du nombre d'attaques et de morts au Tchad en 2019 suggère que l'attaque du 23 mars sur l'avant-poste militaire de Bohoma s'inscrit dans une tendance générale de Boko Haram et de l'EIAO à prendre de l'ampleur au Tchad, tant sur le terrain qu'au niveau des effectifs. Lors de l'attaque de Bohoma, des centaines de militants ont pris d'assaut la base militaire sur quatre fronts à l'aide d'au moins cinq bateaux équipés de moteurs hors-bord. Cette attaque surprise, amorcée juste avant l'aube, s'est poursuivie jusqu'à midi, heure du repli des soldats tchadiens. Les combattants de Boko Haram ont ensuite mis la garnison à sac, pillant le matériel ou détruisant les équipements laissés derrière eux, dont une vingtaine de véhicules militaires. Cette attaque est la plus importante lancée par Boko Haram en dehors du Nigeria ces dernières années.

Au-delà de l'effet de surprise et de l'effectif élevé des troupes de Boko Haram, cette bataille a montré l'augmentation de ses capacités en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance dans la région. En effet, les militants de Boko Haram ont réussi à tendre une embuscade aux renforts faisant route pour venir en aide aux victimes de Bohoma. Les islamistes savaient peut-être aussi que les troupes de Bohoma avaient récemment été relevées par des soldats connaissant moins bien la région et moins expérimentés dans la lutte contre les insurgés. De plus, le fait que la mobilisation de centaines de combattants de Boko Haram ait pu passer au travers du radar des Tchadiens suggère une défaillance de leurs propres capacités dans ces domaines.

« L'attaque du 23 mars sur l'avant-poste militaire de Bohoma s'inscrit dans une tendance générale de Boko Haram et de l'EIAO à prendre de l'ampleur au Tchad, tant sur le terrain qu'au niveau des effectifs. »

L'attaque de Bohoma soulève d'autres questions importantes : quel(s) groupe(s) étai(en)t responsable(s) de l'attentat ? Qui a dirigé et organisé l'attaque ? Et quel était son objectif stratégique ? Les réponses à ces questions demeurent à l'état d'hypothèses. La faction de Boko Haram opérant sur les rives nord du lac Tchad, qui semble être dirigée par Ibrahim Bakura, serait responsable de l'assaut sur Bohoma. Une vidéo de Shekau revendiquant l'attaque a circulé sur les services de messagerie dès le lendemain. Cependant, le Ministère de la défense nigérien avait précédemment affirmé avoir tué Bakura lors d'une opération conjointe entre le Niger et le Nigeria s'étant déroulée sur leurs territoires respectifs autour du lac entre le 10 et le 16 mars.

Si la responsabilité de cette faction de Boko Haram dans l'attaque de Bohoma venait à être confirmée, cela serait particulièrement inquiétant, car l'EIAO est largement reconnu comme la force dominante dans la région du lac Tchad. Les récentes tensions au sein du commandement de l'EIAO lui ont peut-être valu une partie de ses soutiens, lesquels ont pu se tourner vers Boko Haram. Pourtant, l'EIAO a bien affirmé avoir tendu une embuscade aux militaires nigériens près du village de Goniri dans l'État de Borno, tuant 100 soldats et miliciens, le même jour que l'attaque de Bohoma. Ces événements pourraient indiquer une hausse des soutiens et des capacités des deux groupes dans l'ensemble de la région.

La riposte des forces armées tchadiennes et l'opération *Colère de Bohoma*

La riposte des forces armées et du gouvernement tchadiens ne s'est pas fait attendre. Déby s'est rendu en personne à Bohoma pour constater les dégâts sur le champ de bataille. Il est ensuite resté dans la province du Lac pour annoncer 3 jours de deuil national en l'honneur des 98 soldats tombés au front, avant de lancer une opération militaire baptisée *Colère de Bohoma* le 31 mars.

L'opération a mobilisé des centaines de soldats, dont un bataillon initialement déployé dans la région du Liptako-Gourma, dans le Sahel central, à l'intersection des frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. L'opération s'est déroulée dans les départements de Kaya et de Fouli, dans la province du Lac, et au-delà de leurs frontières, au Niger et au Nigeria. Les deux départements ont été placés en état d'urgence et déclarés zones de guerre. Au cours de l'opération, les forces armées tchadiennes ont procédé à un « nettoyage » systématique des zones en utilisant une stratégie d'intervention dans cinq secteurs afin d'éliminer la présence islamiste dans la région.

L'opération, qui visait à la fois les forces de Boko Haram et de l'EIAO, s'est officiellement terminée le 9 avril après que les soldats tchadiens ont repoussé les derniers contingents islamistes en territoires nigérian et nigérien, détruit leurs bases et récupéré le matériel laissé sur place. L'opération a coûté la vie à cinquante-deux soldats tchadiens. Deux postes de commandement de groupes islamistes n'ont pas survécu à l'opération. Selon le bilan officiel, environ 1000 djihadistes auraient été neutralisés et 58 suspects faits prisonniers, des dizaines de bateaux à moteur détruits et d'importantes caches d'armes retrouvées. Les prisonniers ont été transportés dans une prison de N'Djamena pour une enquête plus approfondie, mais 44 d'entre eux y ont été retrouvés morts suite à ce qui semble être un suicide collectif.



Les forces armées tchadiennes à N'Djamena après la fin de l'opération *Colère de Bohoma*. (Photo: [VOA/André Kodmadjingar](#))

Parallèlement à l'opération, les dirigeants tchadiens ont déployé une habile campagne de communication concernant la progression des troupes. Des photos et des vidéos de Déby en tenue militaire, discutant de l'opération avec des hauts-gradés, ont circulé sur les réseaux sociaux et dans les médias nationaux durant toute l'offensive. Cette couverture médiatique a permis au gouvernement tchadien de renforcer le soutien populaire aux actions militaires menées sur le territoire.

Déby a également profité des médias pour faire pression sur les forces nigériennes et nigérianes, se plaignant de leur participation insuffisante à la lutte contre Boko Haram et l'EIAO. Il s'est même prononcé sur un délai ultime au-delà duquel les soldats tchadiens se retireraient et regagneraient le Tchad si aucune force nigérienne ou nigériane ne venait les relayer sur leurs positions respectives. Suite à l'absence de réaction, Déby a contrarié un

peu plus encore ses partenaires en faisant des commentaires en arabe (ceux-ci ayant apparemment été mal traduits en français), suggérant que les soldats tchadiens ne participeraient plus à aucune opération en dehors de leur territoire national.

Cette mauvaise communication a permis au gouvernement tchadien de réaliser un véritable coup médiatique. La vague d'analyses et de reportages des médias évoquant l'hypothétique retrait du Tchad de toutes les opérations extérieures a montré à quel point les forces armées tchadiennes sont essentielles pour la sécurité régionale. Lorsque le Ministère tchadien des affaires étrangères s'attela à clarifier les propos de Déby quelques jours plus tard, ce fut pour réaffirmer les engagements du Tchad en faveur des initiatives de sécurité régionale, à savoir la Force multinationale mixte (MNJTF), la Force conjointe du G5-Sahel et la MINUSMA (la mission de maintien de la paix des Nations unies au Mali, à laquelle le Tchad est le plus grand contributeur avec plus de 1400 soldats stationnés dans ce pays en janvier 2020). L'importance des contributions tchadiennes s'en est trouvée incontestée.

« À moins que d'autres mesures ne soient prises, il est probable que, comme par le passé, Boko Haram et l'EIAO s'adapteront pour mieux réapparaître ailleurs ».

Cette démonstration de force de l'armée tchadienne a permis de redorer l'image des soldats tchadiens en tant que rempart contre les groupes extrémistes islamistes dans la région. Elle a également renforcé la pression sur les forces armées des pays voisins pour qu'elles s'engagent davantage contre ces organisations islamistes. Cependant, à moins que d'autres mesures ne soient prises, il est probable que, comme par le passé, Boko Haram et l'EIAO s'adapteront pour mieux réapparaître ailleurs.

Bien que le gouvernement tchadien affirme qu'aucun combattant de Boko Haram ne restera au Tchad après l'opération *Colère de Bohoma*, il est difficile d'évaluer l'impact de cette offensive sur les factions de Boko Haram et de l'EIAO dans l'ensemble de la région du lac Tchad.

Faire face à la menace de l'extrémisme islamiste qui pèse sur le Tchad et toute la région

Le maintien prolongé de la présence armée tchadienne (ou d'autres forces régionales) est une condition essentielle pour parvenir à affaiblir Boko Haram et l'EIAO. Il est en effet particulièrement malaisé pour des États faibles caractérisés par un terrain difficile, comme les pays riverains du lac Tchad, de venir à bout de tels mouvements insurrectionnels.

Les forces militaires des pays voisins ont la possibilité de tirer profit de la récente poussée tchadienne en développant une stratégie à long terme pour sécuriser la région. En effet, les organisations insurrectionnelles peuvent être affaiblies lorsqu'elles sont confrontées à une pression soutenue. Ainsi, réaffirmer l'engagement à se maintenir sur les territoires récemment sécurisés par les soldats tchadiens devrait impliquer le renforcement des activités de renseignement sur les groupes extrémistes islamistes, la perturbation de leurs approvisionnements en ressources ainsi que la mise en place d'autres offensives visant à les déloger de leurs nouveaux repères.

« Les organisations insurrectionnelles peuvent être affaiblies lorsqu'elles sont confrontées à une pression soutenue. »

Le Tchad devrait continuer à faire pression sur ses partenaires régionaux pour susciter un engagement et une coordination accrues dans la lutte contre Boko Haram et l'EIAO. Le recours à une communication stratégique pour faire pression sur les partenaires régionaux peut les inciter à s'impliquer davantage dans des opérations de sécurité communes et à en faire leur priorité. Vaincre Boko Haram et l'EIAO nécessite la contribution et l'action coordonnée de tous les pays du bassin du lac Tchad, sans quoi ces groupes extrémistes déplaceront tout bonnement leurs bases vers des territoires offrant une moindre résistance. C'est l'une des raisons pour lesquelles les groupes insurrectionnels se développent souvent le long des zones frontalières, démontrant ainsi le caractère supranational du problème et la nécessité, par conséquent, d'un engagement supranational.

Les opérations de contre-insurrection menées dans des contextes comme celui de la région du lac Tchad doivent être durables pour pouvoir désamorcer définitivement toute initiative insurrectionnelle. À l'évidence, la simple survie est déjà considérée chez les insurgés comme une victoire. Les acteurs régionaux doivent reconnaître quant à eux que ce n'est pas parce que le conflit persiste et que l'adversaire s'adapte et évolue continuellement que les efforts contre-insurrectionnels sont vains. Au contraire, les succès et les revers de toute contre-insurrection devraient être accompagnés d'un réajustement de la stratégie et d'efforts renouvelés pour entraver, déstabiliser et enfin vaincre les groupes insurrectionnels. L'armée tchadienne a démontré sa capacité à expulser les groupes extrémistes islamistes de son territoire. Toutefois, la pérennité de ses succès dépend de sa capacité à agir de concert avec ses partenaires régionaux et à démontrer son engagement à long terme pour protéger les populations riveraines du lac Tchad.

Ressources complémentaires

- Remadji Hoinathy, « Is Counterterrorism History Repeating itself in the Lake Chad Basin », *ISS Today*, Institute for Security Studies, 15 avril 2020.
- International Crisis Group, « Derrière l'attaque jihadiste au Tchad », Commentaire, 6 avril 2020.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Augmentation et diversification de la menace provenant des groupes islamistes militants », *Infographie*, 29 janvier 2020.
- Pauline Le Roux, « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel », *Bulletin de la sécurité africaine N. 36*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 14 janvier 2020.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « David Kilcullen examine les tendances globales des mouvements insurrectionnels », Interview vidéo, 13 juin 2016.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Lessons for Africa from Colombia's Counterinsurgency Experience », Vidéo, 7 mars 2016.